

autres manifestations actives de la lutte des classes. Par ailleurs, la gravité de la lutte à des moments donnés, exige une promptitude de décisions et de mouvements ainsi qu'une centralisation de l'organisation des efforts en une direction commune. Pour accoupler ces conditions, l'État prolétarien, comme l'expérience russe nous l'indique avec nombre d'éléments décisifs, fonde son engrenage constitutionnel sur des caractéristiques qui brisent directement les canons de la démocratie bourgeoise, ce qui détermine les partisans de cette dernière à jeter les hauts cris sur la violation de libertés, alors qu'il ne s'agit en réalité que d'un démasquement de préjugés de philistins au travers desquels la démagogie a toujours assuré le pouvoir des privilégiés. Le mécanisme constitutionnel de l'organisation étatique dans la dictature du prolétariat n'est pas seulement consultatif mais en même temps exécutif. En effet, la participation, sinon de toute la masse des éléments, au moins d'une vaste couche de leurs délégués dans les fonctions de la vie politique n'est pas intermittente, mais permanente. Il est intéressant d'arriver à cette conclusion, sans aucune rupture, parallèlement à la démonstration du caractère unitaire de tout l'appareil de l'État, précisément au travers des critères opposés à ceux de l'hyper-libéralisme bourgeois : c'est-à-dire en supprimant substantiellement le suffrage direct et la représentation proportionnelle, et cela après avoir foulé aux pieds dans nos premières considérations l'autre dogme sacré du suffrage égal.

Nous ne voulons pas affirmer ici que ces nouveaux critères introduits dans le mécanisme représentatif aient été fixés dans une Constitution pour des raisons de principe : en de nouvelles circonstances ils pourraient se modifier.

En tout cas nous tenons à indiquer que nous n'attribuons aucune vertu intrinsèque à ces formes d'organisation et de représentation, et ce que nous voulons démontrer se traduit par une thèse marxiste fondamentale : « La révolution n'est pas un problème de forme d'organisation ». La révolution est, par contre, un problème de contenu, c'est-à-dire de mouvement et d'action des forces révolutionnaires au travers d'un processus incessant, que l'on ne peut théoriser en le cristallisant en de vaines tentatives de doctrines constitutionnelles « immobiles ».

De toute façon, dans le mécanisme des conseils ouvriers nous ne trouvons pas le critère spécifique à la démocratie bourgeoise, pour laquelle tout citoyen désigne directement son délégué dans la suprême représentation : le Parlement. Il y a, par contre, différents degrés de conseils ouvriers et paysans s'élargissant territorialement jusqu'au Congrès des Soviets. Chaque conseil local ou de district élit ses délégués au Conseil Supérieur, ainsi qu'il en élit l'administration, c'est-à-dire son organe exécutif correspondant. Alors qu'à la base, dans les conseils de ville ou de campagne, il y a la consultation de toute la masse, pour ce qui est de l'élection des délégués au Conseil Supérieur et pour les autres charges, chaque conseil de base ou regroupement d'électeurs ne vote pas suivant le système proportionnel, mais suivant le système majoritaire et choisit ses délégués suivant les listes présentées par les partis. Au reste, puisqu'il s'agit d'élire — le plus souvent — un seul délégué qui représente la liaison entre un degré inférieur et supérieur de conseil, il est évident que le scrutin de liste et de représentation proportionnelle, dogmes du libéralisme formel, tombent simultanément. Chaque couche de conseils devant contribuer à la formation d'organismes qui ne sont pas seulement de consultation, mais aussi d'administration et qui sont strictement reliés à l'administration centrale, il est évident qu'au fur et à mesure qu'on monte vers les représentations restreintes, on ne trouvera pas les assemblées parlementaires de charlatans qui se disputent interminablement sans jamais opérer, mais des corps homogènes et restreints aptes à diriger l'action, la lutte politique et le chemin révolutionnaire de toute la masse ainsi encadrée.

Un mécanisme semblable est complété par l'existence de toutes les vertus qu'aucun autre projet constitutionnel ne peut comprendre par voie automatique en son sein. Cela tient à un facteur de tout premier ordre dans lequel le contenu dépasse de beaucoup la forme organisatoire pure, auquel la conscience et la volonté collective agissantes donnent la possibilité d'introduire son travail dans les nécessités d'un long processus incessamment progressif : en un mot, le parti

politique. C'est cet organisme qui peut le plus se rapprocher des caractères d'une collectivité unitaire, homogène et solidaire dans l'action. En réalité, il comprend une minorité de la masse, mais les coefficients qu'il présente à l'égard de tout autre organisme de représentation basé sur de très larges masses, sont justement tels qu'ils démontrent comment le parti représente les intérêts et le mouvement collectif mieux que tout autre organisme. Dans le parti politique se réalise la participation continue et ininterrompue de tous ses composants à l'exécution du travail commun, et la préparation des solutions des problèmes de lutte et de reconstruction, dont le gros de la masse ne peut avoir conscience qu'au moment où ils se présentent. Pour toutes ces raisons, il est naturel que dans un appareil de représentation et de délégation qui ne soit pas celui du mensonge démocratique, mais qui se fonde sur une zone de la population poussée dans le cours de la révolution par des intérêts fondamentalement communs, les choix spontanés tombent sur des éléments proposés par le parti révolutionnaire, outillé suivant les exigences de problèmes auxquels il a pu et su se préparer.

Nous dirons, par après, quelques mots pour démontrer pourquoi nous n'attribuons pas cette faculté automatiquement au parti en fonction du critère spécial de sa constitution : le parti peut être, et peut ne pas être, apte à remplir son rôle de propulseur de l'œuvre révolutionnaire d'une classe, non seulement le parti politique en général, mais un parti — soit le parti communiste — peut correspondre à une telle fonction, et le parti communiste lui-même n'est pas préservé contre les multiples dangers de la dégénérescence de la dissolution. Les caractères positifs qui mettent le parti à la hauteur de sa tâche ne résident pas dans le mécanisme de ses statuts et dans les mesures d son administration intérieure, mais se réalisent au travers de son processus de développement et de sa participation aux luttes et à l'action. Ce sont là les éléments de formation d'une orientation commune autour d'une conception d'un processus historique, d'un programme fondamental qui se précise comme une conscience collective, et en même temps d'une ferme discipline d'organisation. Le développement de ces idées est contenu dans les thèses sur la tactique du parti présentées au Congrès du parti communiste d'Italie et déjà connues par le lecteur (1).

Pour en revenir à la nature de l'engrenage constitutionnel de la dictature du prolétariat, que nous avons montré être dans ses degrés successifs, législatifs aussi bien qu'exécutif, nous devons ajouter quelques explications pour préciser les tâches de la vie collective envers laquelle un tel engrenage à des fonctions et des initiatives exécutives qui donnent raison à sa formation même et au rapport de son mécanisme élastique en évolution continuelle. Nous entendons nous en rapporter à la période initiale du pouvoir prolétarien comparable à la situation qu'a traversée, dans les quatre derniers années et demi la dictature prolétarienne en Russie ; nous ne voulons pas entrer dans l'analyse du problème de la constitution définitive des représentations dans une société communiste non divisée en classes, car en nous rapprochant de cette dernière, une évolution d'organismes se projettera certainement et nous ne pouvons la prévoir complètement. Nous pouvons seulement l'entrevoir comme une direction de fusion de tous les différents organes : politiques, administratifs, économiques, par la progressive élimination de tout élément coercitif et de l'entité de l'État lui-même, en tant qu'instrument du pouvoir de classe et de lutte contre d'autres classes survivantes.

Dans la période de début de la dictature prolétarienne, celle-ci a une tâche énormément grave et complexe, que l'on peut subdiviser en trois sphères d'action : politique, militaire et économique. Le problème militaire de la défense intérieure et extérieure contre les assauts de la contre-révolution, ainsi que celui de la reconstruction d'économie sur des bases collectives, ont comme fondement celui de l'existence et de l'application d'un plan systématique et rationnel d'utilisation de tous les efforts, en une activité qui doit parvenir à être fortement unitaire. Et cela pour pouvoir utiliser avec le plus grand rendement les énergies

(1) Nous comptons publier ces thèses connues sous le nom de « Thèses de Rome », dans un prochain numéro.